

**FIGURES FÉMININES EN POLITIQUE : TRAJECTOIRE ET LEADERSHIP  
POLITIQUE DE SIMONE EHIVET GBAGBO EN CÔTE D'IVOIRE ET DE  
ROSARIO MURILLO ORTEGA AU NICARAGUA**

**FEMALE FIGURES IN POLITICS: TRAJECTORY AND POLITICAL  
LEADERSHIP OF SIMONE EHIVET GBAGBO IN CÔTE D'IVOIRE AND  
ROSARIO MURILLO ORTEGA IN NICARAGUA**

**Yacouba COULIBALY**

Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire

[chigata2002@gmail.com](mailto:chigata2002@gmail.com)

**Résumé :** Elles auraient pu/ dû évoluer à l'ombre de leurs époux présidents, mais le leadership qui les anime les a propulsées au-devant de la scène politique au Nicaragua et en Côte d'Ivoire. Rosario Murillo Ortega et Simone Ehivet Gbagbo ont formé avec leurs époux un tandem présidentiel à la fois adulé et critiqué. Leurs parcours politiques ne furent pourtant pas un fleuve tranquille. En Lutte contre la dynastie Somoza au Nicaragua, soutenue en arrière-plan par les USA, Rosario Murillo a pris le maquis aux côtés d'Ortega dans la guérilla sandiniste. Quant à Simone Ehivet, enseignante, syndicaliste et militante de la gauche ivoirienne, elle était à l'avant-garde de la lutte pour la restauration du multipartisme en Côte d'Ivoire. Cet article revient sur la trajectoire politique de ces deux personnalités politiques féminines et examine les influences qu'elles ont exercées sur la vie publique de leur pays respectif.

**Mots-clés :** leadership-politique-féminisme-trajectoire- influences.

**Abstract :** They could/should have got a new lease under the shadow of their husbands who were actually presidents. But the leadership that drives them propelled them to forefront of the political scene in Nicaragua and Cote d'Ivoire. Rosario Murillo Ortega and Simone Ehivet Gbagbo have formed with their husbands a presidential tandem that is bth positively appreciated and criticized. Their political paths were not, however, a calm river. Fighting against the Somoza dunasty in Nicaragua, supportd in the background by the USA, Rosario Murillo took the thicket alongside ortega in the Saninist guerillas. As for Simone Ehivet Gbagbo who was teacher, trade unionist and activist of the ivorian left-party. She was at the forefront of the fight for the restoration of the multiparty system in Cote d'Ivoire. This article calls for a review of the political trajectory of these two female politicians and outlines the influences they got over the political life of their respective countries.

**Keywords:** leadership- politics- feminism- trajectory- influences.

## Introduction

Le combat pour l'inclusion des femmes dans tous les domaines de la vie publique est devenu un enjeu dans toutes les institutions internationales. Depuis 1975, lors de la première conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes au Mexique, la question a fait l'objet de préoccupation et les gouvernements ont été priés d'élaborer des stratégies pour la promotion de la parité homme-femme dans les structures de décisions. D'autres initiatives comme celles de la Conférence mondiale sur la décennie des Nations Unies pour la femme tenue à Nairobi en 1985, le programme d'action de Beijing sur les femmes en 1995 et bien entendu les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) arrivés à échéance en 2015 (ONU femmes) vont suivre. Tous ces engagements internationaux visaient à sortir la moitié de l'humanité de l'ombre afin qu'elle participe pleinement à la marche de la société.

Des figures féminines ont ainsi émergé sur la scène politique dans presque tous les continents : Cristina Fernandez de Kirchner et Michelle Bachelet en Amérique latine, Benazir Bhutto en Afghanistan, Megawati Sukarnoputri en Indonésie, Tansu Çiller en Turquie, Ellen Johnson Sirleaf, Catherine Samba-Panza et Joyce Banda en Afrique pour ne citer que celles-là. Ces faits sont notables dans un monde où la femme devait faire allégeance à l'homme surtout dans le domaine politique. D'autres femmes, non parvenues ou pas encore parvenues à la magistrature suprême de leurs pays, ont exercé pas moins d'influence sur la gestion du pouvoir d'état. C'est le cas de Simone Ehivet Gbagbo, ancienne Première Dame de la Côte d'Ivoire et de Rosa Murillo Ortega, actuelle Première Dame et Vice-présidente du Nicaragua.

Elles auraient pu/dû accepter, en raison des logiques patriarcales et machistes selon J. Mossuz-Lavau (1995, p. 470) de faire le politiquement correct, de servir de décor dans l'appareil politique de leurs époux présidents, mais leur forte personnalité et le leadership qu'elles incarnaient ont fait d'elles des pièces maitresses de la réalité du pouvoir N. chicote, (2021). Comment ont-elles marqué la vie politique de leur pays ? Autrement dit, quels sont les impacts de leurs actions politiques en Côte d'Ivoire et au Nicaragua ? L'objectif de cet article est avant tout de saisir les manifestations de l'influence de ces deux dames dans le jeu du pouvoir. Nous partons de l'hypothèse que cette influence est consécutive à un militantisme politique qui s'est aiguisé dans le temps. Dans une démarche empirique car ainsi que le notent C. Messiant et R. Marchal (2004, p.9) « nous ne pouvons que constater la rareté des analyses de fond du phénomène des Premières dames dans les médias et les revues universitaires », notre étude, en trois articulations, consacrera la première au parcours politique de Simone Ehivet Gbagbo et Rosa Murillo Ortega ; la deuxième à l'affirmation de leur leadership politique et la dernière aux controverses que suscite leur personnalité.

## 1. Simone Ehivet Gbagbo et Rosa Murillo Ortega : des parcours politiques d'exception

Née en 1949 à Moossou non loin de la ville de Grand -Bassam, Simone Ehivet s'est engagée très tôt dans l'activisme associatif<sup>1</sup> avant de basculer dans le militantisme politique. En 1966, elle est interpellée par la police pour fait de grève. Son parcours universitaire est couronné successivement d'une maîtrise en Lettres Modernes sur le sujet « l'image de la femme dans le conte », un diplôme en linguistique africaine et un Doctorat obtenu à l'Université de Dakar en 1983 sur le thème de « le langage tambouriné chez les Abouré ». Il est clair qu'intellectuellement, Simone Ehivet Gbagbo est une femme accomplie, une femme afrocentrée selon l'expression d'Ama Mazama dans la mesure où toute sa production intellectuelle n'est que le reflet de sa préoccupation pour les questions et les réalités qui concernent l'Afrique. Cela pourrait expliquer en partie, ainsi que nous le verrons, les thèses panafricanistes et anti-néocolonialistes dont elle était devenue le chantre lors des troubles politiques qu'a connus la Côte d'Ivoire.

V. Hugeux (2016, p.99) rapporte que son engagement la conduisit à militer au sein du SYNESCI et du SYNARES, deux syndicats opérant dans le secondaire et le supérieur pour défendre les droits moraux et matériels des enseignants de Côte d'Ivoire. Sa carrière politique va prendre une autre tournure au sein du syndicat des enseignants du supérieur M. Louise (2018). En effet, l'Université est une Think Tank, un incubateur d'idées et la Côte d'Ivoire des années 1980, sous l'impulsion d'éminents intellectuels<sup>2</sup>, bouillonnait d'idées révolutionnaires essentiellement centrées sur l'ouverture politique en remplacement du parti unique jusqu'alors en vigueur.

Pour P. D. Kokora (1999, p.90) c'est sur fond de conjonctures économiques particulièrement exécrables que la gauche ivoirienne dont fait partie Simone Ehivet Gbagbo va créer en 1982 dans la clandestinité une cellule politique, embryon du futur Front Populaire Ivoirien (FPI). Simone Ehivet Gbagbo sera très active dans cette cellule politique clandestine dans la mesure où son leader, Laurent Gbagbo, est lui-même contraint à l'exil. Comme tout mouvement clandestin, c'est avec des surnoms qui servent de code que toutes les actions sont menées. De l'avis de M.B. I. Diaby et B. Ouattara (2012, p.49), en 1990, outre les facteurs endogènes, la dislocation du bloc de l'Est suivie de l'avènement des démocraties populaires, le discours de la Baule de François Mitterrand vont contraindre Félix Houphouët Boigny à accéder malgré lui à

<sup>1</sup>Elle était militante de la jeunesse estudiantine catholique (JEC). Dans cette association, elle était chargée de la cellule féminine. Plus tard, elle quittera le catholicisme pour les églises protestantes évangéliques.

<sup>2</sup>Au nombre de ces intellectuels, on peut citer Bernard Zadi Zaourou, Barthelemy Kotchy, Bamba Moriferé, Koui Théophile, Francis Wanga Wodié, Ouraga Obou...

la demande d'ouverture politique. Le Front populaire Ivoirien est alors créé officiellement en 1990. Simone Ehivet est donc membre fondatrice de ce parti.

L'avènement du multipartisme en Côte d'Ivoire est l'aboutissement d'une lutte politique acharnée contre la vision paternaliste du pouvoir. En fait, comme le note T. Kouï (2006, p.21), Houphouët Boigny estimait que le multipartisme serait le lieu d'expression des particularismes ethniques et régionaux dans la Côte d'Ivoire postindépendance et qu'il serait l'étincelle qui mettrait le feu au baril de poudre dans l'Etat-nation qu'il s'évertuait à construire. L'avenir ne lui a pas totalement donné tort. Pour T. Forster (2017, p.103), les principaux partis politiques créés dans l'élan du multipartisme ont tellement des colorations sociologiques et des bastions régionaux que les élections s'apparentent plus à des décomptes ethniques.

Pire, la tribalisation du champ politique et la confusion entretenue, dans l'euphorie de l'ouverture politique, entre multipartisme et démocratie ont fait déchanter plus d'un. Jacques Chirac avait, au cours d'une visite en Côte d'Ivoire, laissé entendre que les africains n'étaient pas prêts pour la démocratie. Ses propos avaient été jugés condescendants mais ils avaient le mérite de nous rappeler qu'il fallait beaucoup plus de pédagogie dans notre approche de la construction de la démocratie. En tout état de cause, ont lieu aussi la même année de 1990, les premières élections ouvertes après les indépendances. Simone Ehivet mène campagne auprès de son mari. Cette élection est finalement perdue par le couple et Simone Ehivet ne réussit pas non plus à gagner les élections législatives dans la commune d'Abobo où elle s'était présentée.

Il faut attendre 1995 pour qu'elle soit élue pour la première fois députée. Après le coup d'État militaire de 1999, les élections présidentielles de 2000 consacrèrent la victoire de Laurent Gbagbo. Simone Ehivet devint Première Dame et par ailleurs présidente du groupe parlementaire FPI à l'Assemblée Nationale. Avec l'éclatement de la crise militaro politique en 2002, elle sera en première ligne dans tous les combats et donnera une autre dimension à sa carrière politique.

Rosario Murillo Ortega est l'autre personnalité objet de notre étude. Elle est née en 1951 à Managua dans une riche famille. Ce qui lui permettra de faire une partie de sa scolarité au Royaume-Uni et en Suisse où elle apprend l'anglais et le français. Amoureuse des Belles Lettres et plus particulièrement de la poésie, elle écrit ses premiers poèmes après la mort tragique de l'un de ses fils dans un terrible tremblement de terre. En 1968, alors qu'elle travaillait dans un organe de presse aux côtés du journaliste Joaquin Chamorro, elle prête sa plume à la lutte contre le pouvoir dynastique des Somoza.

Pour rappel, la dynastie politique des Somoza a duré quarante-trois ans au Nicaragua, un pays convoité par les puissances étrangères, notamment la Grande Bretagne et les Etats-Unis, en raison comme le précise C. Bouvier (2021, p.26) de sa position géostratégique. En 1912, après plusieurs interventions militaires, les Etats-

Unis prennent le contrôle du pays en y installant au gré de leur humeur les dirigeants qui leur convenaient. Ce désordre politique provoque l'ire de la population qui, dans un sursaut d'orgueil, rentre en rébellion sous la houlette du révolutionnaire Augusto César Sandino. Ce dernier est assassiné par Anastasio Somoza Garcia, chef de la garde nationale, en complicité avec les Etats-Unis. Débute alors en 1937 la dictature de la famille Somoza dont les membres se succéderont au pouvoir.

En 1961, est créé le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), mouvement révolutionnaire d'inspiration cubaine et idéologiquement marqué par les idées de Sandino pour venir à bout de la dictature somoziste. Rosario Murillo va intégrer ce mouvement en 1969 tout en continuant de travailler dans « *La Prensa* », le journal de Joaquin Chamorro. Très peu de documents relatent cette partie de sa vie en tant que membre de la guérilla. Ce qui est certain, c'est qu'en tant que femme de lettres, elle était membre d'une organisation culturelle composée de peintres, d'écrivains, d'artistes sensibles à la cause des sandinistes.

Elle écrivait ainsi des pamphlets, des poèmes et faisait des meetings publics de dénonciation du régime somoziste dans les Universités et dans les Églises. Elle cachait aussi dans son appartement de Managua des membres du FSLN qui perpétreraient des attaques contre les forces fidèles à Somoza Debayle. Cet appui intellectuel et stratégique lui vaudra plusieurs arrestations et incarcérations entre 1976 et 1977 pour trouble à l'ordre public. Elle vécut par la suite une vie d'exil au Costa Rica, au Panama et au Venezuela où elle fit la connaissance de Daniel Ortega qui deviendra plus tard son époux.

En 1979, le régime de Somoza est renversé par les sandinistes après plusieurs années de luttes soldées par des milliers de morts. Rosario Murillo retourne au Nicaragua avec Daniel Ortega, chef de file de la junte qui y instaure un gouvernement de reconstruction nationale. Le projet socialiste des sandinistes donne des résultats jugés satisfaisants en quelques années d'exercice du pouvoir<sup>3</sup>. Mais, ainsi que l'a affirmé G. Bataillon (2005, p.654), la tendance pro-cubaine et viscéralement anti-impérialiste du nouveau régime n'est pas du goût des USA qui fomentent un mouvement contre-révolutionnaire, la rébellion des Contras.

En 1984, les premières élections post-révolution sont organisées sous la supervision des observateurs internationaux. Le parti d'Ortega remporte le scrutin qui ne sera pas reconnu par les USA évoquant des fraudes massives. La même année, Rosario Murillo est élue députée à l'Assemblée Nationale jusqu'à la perte du pouvoir d'Ortega en 1990 lors du scrutin présidentiel. Ce n'est qu'en 2006 que Daniel Ortega revient au pouvoir.

<sup>3</sup> Il s'agit essentiellement du progrès du taux d'alphabétisation, de la réforme agraire en faveur des pauvres paysans, l'amélioration du système de santé, la réduction de la mortalité infantile.

Elle est alors nommée porte-parole du gouvernement. En 2016, comme colistière de son mari aux élections générales, elle est élue Vice-présidente de la République. En tant que des figures féminines de premier plan, Rosario Murillo Ortega et Simone Ehivet Gbagbo vont exercer une influence considérable dans les champs politiques nicaraguayen et ivoirien.

## **2. De la question de l'influence des deux Premières Dames sur la réalité du pouvoir : gérer le pouvoir sans être au pouvoir**

Avant d'analyser l'influence politique de Rosario Murillo Ortega et de Simone Ehivet Gbagbo, il nous semble essentiel de revenir sur quelques faits remarquables. D'abord, elles ont intégré le champ politique à un moment où les mécanismes en faveur de la participation des femmes à la chose politique étaient encore balbutiants. Elles n'ont donc pas bénéficié d'une passerelle en dehors de tout mérite pour se retrouver là où elles sont. Ensuite, leur émergence s'est faite dans un environnement très concurrentiel marqué à la fois par la présence de leurs époux comme leaders de parti ou mouvement et par d'autres figures masculines qui entendaient naturellement, par effet de conservatisme, garder une emprise sur l'appareil politique.

Il n'est donc pas anodin de rappeler que Simone Ehivet Gbagbo a pu disputer le leadership avec des caciques du FPI comme Aboudramane Sangaré, surnommé « le gardien du temple », Pascal Affi N'Guessan et Mamadou Koulibaly. C'est déjà un exploit à l'actif de Rosario Murillo que de sortir la tête aux côtés de la figure imposante de Daniel Ortega, de Carlos Fonseca et de Tomas Borges, tous deux leaders emblématiques du FSLN. Enfin, elles ont été Premières Dames dans des régimes ultra présidentielistes dont la réalité du pouvoir est détenue quasi en exclusivité par le Président de la République. Il a donc fallu dans ce contexte de la finesse politique pour affirmer leur leadership.

Ces remarques étant faites, nous pouvons revenir sur l'expression de leur influence dans le jeu du pouvoir dans leurs pays respectifs. Mais avant, retenons avec le Larousse (2018) que l'influence se définit comme l'emprise, l'ascendance de quelqu'un sur un autre, ou encore comme l'action continue qu'exerce quelqu'un sur un autre ou sur une chose. C'est aussi le pouvoir social, politique de quelqu'un, d'un groupe, qui leur permet d'agir sur le cours des événements, des décisions prises. L'influence est donc une marque du leadership qu'il soit politique, religieux ou autres en ce sens que, et telle que l'attestent les psychologues, elle vise à faire adopter un point de vue à une autre personne.

Il y a influence lorsqu'il y a une inflexion, c'est-à-dire une modification de l'action ou de la pensée d'autrui sous l'effet d'une autre. La politique est, par-dessus tout, le champ d'expérimentation et d'exercice de l'influence, qu'il s'agisse d'infléchir les

masses à adhérer à un idéal politique ou qu'il s'agisse d'une lutte à l'intérieur d'un parti politique pour obtenir l'adhésion à ses idées ou pour se positionner comme leader. Dans une étude consacrée à la participation des femmes à la vie politique au Burkina Faso, P. I. Rouamba (2011) évoque des facteurs qu'elle qualifie de catalyseurs à l'exercice de l'influence des femmes en politique.

Nous reprenons ici quelques-uns de ses facteurs qui correspondent tout aussi bien à Simone Ehivet Gbagbo qu'à Rosario Murillo Ortega. Ces facteurs sont entre autres les aptitudes personnelles (la personnalité), l'environnement social et familial, les grandes motivations. Sur la question de la personnalité, Le Larousse (2018, p.862) la définit comme l'« ensemble des comportements, des aptitudes, des motivations, etc. dont l'unité et la permanence constituent l'individualité, la singularité de chacun.» Il n'est de notre propos de procéder à des éloges stériles, contraires à la rigueur scientifique qu'impose cette étude, elles sont, au contraire des stéréotypes généralement collés à la gent féminine<sup>4</sup>, des femmes à poigne, des femmes d'autorité.

Dans une interview accordée à Axel Gylden du journal *l'Express* en juillet 2001, en marge du 3<sup>ème</sup> congrès extraordinaire du FPI, voici comment Simone Ehivet Gbagbo donnait un aperçu de sa personnalité :

[Les femmes] plaident plus facilement que les hommes pour la paix. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas de guerrières parmi nous. S'il faut se battre, je me bats. (...). J'ai été la première secrétaire générale du FPI dans la clandestinité. Aux côtés des hommes, j'ai mené des combats très durs contre le régime en place. J'ai fait six mois de prison. J'ai été battue, molestée, presque laissée pour morte. Après toutes ces épreuves, il est normal qu'on ne badine pas avec moi. (..) Ma position actuelle, je la dois à ma trajectoire, pas au poste de mon mari. (..) Moi je ne veux pas créer une fondation comme le font mes homologues. Les ONG sont là pour ça. (www.lexpress.fr, 2003)».

Le Magazine *Jeune Afrique* dresse un portrait assez saisissant de la personnalité de Rosario Murillo Ortega. Voyons en un extrait :

«Avec ses tenues bariolées et sa Kyrielle de bijoux, elle ne passe pas inaperçue. Rosario Murillo Ortega, 65 ans est partout : porte-parole du gouvernement depuis dix ans, vice-présidente depuis la réélection de son mari, [...] et bien sûr première dame du Nicaragua. [...] et cette femme à poigne, qui maîtrise l'anglais et le français [...] façonne le pays à sa guise. (www.Jeune Afrique.com, 2017)»

Selon N. Guadalupe et J. Alejandro (2017, p.6) cette forte personnalité qui caractérise Rosario Murillo Ortega et Simone Ehivet Gbagbo prend sa source dans la cellule familiale, raffermie par leur parcours scolaire, universitaire et finalement consolidée par le militantisme politique.

<sup>4</sup> Timorée, réservée, calme, voix douce, gestes posés, soumise, effacée, inculte...ce sont en tout cas les attributs retenus par Palingwindé dans son étude et qui sont collés généralement à la femme.

Le père de l'ancienne Première Dame ivoirienne était gendarme de profession, un corps d'élite de l'armée caractérisé par l'ordre, l'autorité et l'obéissance à la hiérarchie. Ces valeurs ont potentiellement eu un impact dans la personnalité politique qu'elle est devenue. Quant à Rosario Murillo Ortega, son voyage en Grande Bretagne et en Suisse où elle fit une partie de sa scolarité, lui a permis d'apprécier à sa juste valeur la démocratie dans toute sa splendeur : liberté d'opinion et d'expression, élection transparente et ouverte, justice... Elle entendait ainsi rééditer ce modèle dans son pays alors en proie à une déchirure politique.

L'influence de Simone Gbagbo et de Rosario Murillo Ortega a été une construction dynamique qui est allée crescendo : activiste ou militante, députée, première dame, aujourd'hui toutes les perspectives politiques sont pour elles ouvertes. Cependant, certains épisodes de leur engagement politique méritent une attention particulière pour nous rendre compte de l'expression véritable de leur volonté à exercer un contrôle sur l'exercice du pouvoir. La prise en charge de la communication gouvernementale par Rosario Murillo Ortega est un tournant décisif dans son ascension politique quand on sait les pouvoirs de la communication<sup>5</sup>. M. Castells (2013, p.29) écrit à ce propos que « le pouvoir repose sur le contrôle de la communication, et le contre-pouvoir sur sa capacité à déjouer ce contrôle [...]. Le pouvoir de la communication est au cœur même de la structure de la société et de sa dynamique. »

En tant que cheffe de la communication, aucun ministre ne se permet de prendre la parole sans son autorisation préalable. Sur les chaînes nationales, la Première Dame a quotidiennement un temps d'antenne, à l'image de l'émission *Alo presidente* du défunt Hugo Chavez au Venezuela, où elle présente les actions de développement à la gloire du Président. Elle en retire au moins deux bénéfiques : la visibilité médiatique et le contrôle de l'opinion dans un processus de propagande que Noam Chomsky (2008, p.13) appelle « *la fabrication du consentement* »

Lorsque Simone Ehivet, déjà Première Dame en 2000, est élue députée, elle ne se contente pas d'aller siéger à l'hémicycle. Elle se bat pour se faire élire à la tête du groupe parlementaire FPI. Comme dans toute démocratie, l'hémicycle est le lieu de confrontation des idées des partis qui alimentent la vie politique d'un pays. Cette période de crise militaro-politique intense en activités politiques est marquée par ses prises de position qui en rajoutent à son influence assez grande. Nous pouvons rappeler, comme elle-même le témoigne dans son livre *Parole d'honneur* (2007), sa fronde à l'Assemblée Nationale contre le groupe de Travail International (GTI), en

---

<sup>5</sup> Il nous revient à l'esprit les travaux de Paul Watzlawick, psychologue autrichien sur les pouvoirs de la communication ou si l'on préfère sur la toute-puissance des medias. Au contraire d'autres théoriciens qui prévoient le déclin du pouvoir des media, il y voyait une arme redoutable qui s'affermir de jour en jour dans la mesure où et selon l'un de ses axiomes « on ne peut ne pas communiquer ».

charge du suivi des accords de paix, qu'elle soupçonnait en 2005 de vouloir retirer aux députés ivoiriens toutes leurs prérogatives<sup>6</sup>.

Dans l'interview accordée au journal *l'Express* cité précédemment, elle faisait savoir qu'elle avait un cabinet politique. Ce cabinet représentait en fait l'aile dure du pouvoir, une sorte de "faucons" du régime comme il y en a eu aux côtés de Georges Bush à la Maison Blanche<sup>7</sup>. Pendant tout le temps qu'a duré la crise ivoirienne, elle aura multiplié meetings, protestations, discours pour ne céder aucune parcelle du pouvoir de son mari président à ses adversaires politiques. Son arrestation lors de la crise post-électorale avec son époux montre qu'elle aura été de tous les combats politiques.

Rosario Murillo Ortega et Simone Ehivet Gbagbo sont des figures féminines qui ont occupé l'espace politique de leurs pays respectifs avec une détermination, un engagement et une influence certes énergiques mais aussi très controversés.

### **3. Simone Ehivet Gbagbo et Rosario Murillo Ortega : une influence exercée au rythme de plusieurs controverses**

Il est de la nature de toutes les grandes âmes, de toutes les grandes personnalités de ne pas faire l'unanimité, de susciter autant l'admiration que la réprobation, l'amour comme la haine, de drainer à leur suite une part de lumière et d'ombre. Il en est ainsi de Rosario Murillo Ortega et de Simone Ehivet Gbagbo dont l'action politique dans le tandem présidentiel avec leurs époux a été l'objet de vives critiques. La figure imposante de la Première Dame ivoirienne auprès du Président Laurent Gbagbo a été perçue par nombre d'observateurs comme une forme de contestation d'une portion de l'autorité politique dévolue au Président élu.

Dans le cercle même du pouvoir d'Abidjan, certains membres du gouvernement d'alors s'accommodaient difficilement de l'opiniâtreté de Simone Ehivet Gbagbo. C'est le cas, ainsi que l'a rapporté *Jeune Afrique* dans sa parution du 24 décembre 2004 sur son site de l'ancien Premier Ministre Pascal Affi N'Guessan qui eut des démêlés avec elle après avoir paraphé les accords de Linas Marcoussis censés ramener la paix en Côte d'Ivoire. Touré Moussa, ancien journaliste de *Le Patriote*,

---

<sup>6</sup> Cf. le discours de Simone Ehivet Gbagbo à l'Assemblée nationale.

<sup>7</sup> Les faucons de la Maison Blanche étaient composés de Paul wolfovitch, Donald Runsfelds, Colin Powell, Condoleeza Rice et le vice-président Dick Cheney. Ils avaient persuadé Georges Bush d'envahir l'Irak alors que l'opinion américaine dans sa grande majorité s'y opposait. Une technique de communication avait été soigneusement mise en place pour contrebalancer l'opinion américaine en faveur de l'invasion. Colin Powell s'était alors présenté à la tribune des Nations unies avec des documents attestant de la fabrication d'armes nucléaires par le régime de Saddam Hussein.

journal réputé très proche du Rassemblement Des républicains d'Alassane Ouattara peut donc écrire:

Je lève mon verre à Simone. Si j'ai gagné, c'est à elle que je le dois. Elle a fait 60% du travail.» Lorsqu'il lance, légèrement émoustillé, ces propos au soir du 26 octobre 2000, Laurent Gbagbo ne venait que confirmer ce que bien des gens dans l'ombre pressentaient déjà : la Côte d'Ivoire venait de se doter de deux présidents, l'un officiel, l'autre officieux. Le premier, Laurent Gbagbo, expansif, chaleureux, retors. L'autre, Simone Ehivet-Gbagbo, énigmatique, froide et secrète. M. Toure (2004, p.32)

La séparation des pouvoir est bien connue en démocratie, laquelle fonctionne avec des institutions fortes et non avec des femmes ou des hommes forts qui, au gré des circonstances, peuvent se tailler des pouvoirs personnels. Le leadership politique incarné par le couple Gbagbo avait fini par identifier le parti à leurs personnes. Deux conséquences majeures pouvaient en découler : le mauvais fonctionnement des instances dirigeantes ou du comité directeur du parti avec un réel risque d'erreur politique stratégique et la faible capacité de celui-ci à résister à l'éclipse politique de ces deux figures de proue.

C'est en 2016 que Murillo Ortega est élue en même temps que son mari à la vice-présidence de la République lors des élections générales. Officiellement, sa candidature avait été voulue et suscitée par le leader sandiniste afin d'encourager la participation des femmes à la vie politique. Mais pour S.M. Puig (2019, p.10) cet argumentaire est balayé du revers de la main par ses détracteurs qui y voient une patrimonialisation du pouvoir. Le choix porté par Daniel Ortega sur son épouse à la vice-présidence n'aurait rien à voir avec sa sensibilité pour les causes féministes, mais ressemble, selon eux, beaucoup plus à un calcul politique en vue d'assurer sa succession.

Sous la bannière d'un féminisme dévoyé, tropicalisé dans le sens de l'intérêt personnel, Rosario Murillo serait en train de manœuvrer pour poser le pas sur la dernière marche qui donne accès au pouvoir suprême. Cet argument est renforcé par l'âge très avancé du président et sa santé mise à rude épreuve par l'usure du pouvoir. Tomas Borges, l'une des figures du sandinisme laissait présager la mainmise sur le pouvoir en ces termes sur les ondes de la chaîne de télévision Telesur :

Tout peut se passer ici sauf la perte du pouvoir par le front sandiniste. Je trouve inconcevable le retour de la droite au pouvoir dans ce pays. Je le disais à Daniel Ortega : camarade, nous pouvons payer ce qu'il faut pour rester au pouvoir. Qu'ils disent ce qu'ils veulent, la seule chose que nous ne devons pas perdre c'est le pouvoir. Qu'ils disent ce qu'ils veulent, nous ferons ce que nous avons à faire. La grande perte sera de perdre le pouvoir. Vive le front sandiniste aujourd'hui, demain et pour toujours.<sup>8</sup> B. Duterme (2018, p. 12)

---

<sup>8</sup>**Texte original:** "Todo puede pasar aquí, menos que el Frente Sandinista pierda el poder. Me es inconcebible la posibilidad del retorno de la derecha en este país. Yo le decía a Daniel Ortega: hombre, podemos pagar cualquier precio, digan lo que digan, lo único que no podemos perder es el poder; digan lo que digan, hagamos lo que

La vie de Rosario Murillo et Daniel Ortega est secouée par un scandale sexuel qui vite prit une tournure politique. En effet, en 1998, Zoilamérica Narvaez, fille de Rosario Murillo issue de son premier mariage, accuse publiquement le président Daniel Ortega de l'avoir séquestrée et violée pendant des années. L'affaire aurait pu être une protonation et avoir des implications politiques majeures dans la mesure où plusieurs associations féminines s'étaient engagées à faire toute la lumière sur cette affaire. Mais Rosario Murillo, sans laisser se poursuivre les enquêtes, avait conclu que sa fille était une menteuse. Beaucoup d'observateurs à l'instar de D. Lacombe (2009, p.93) ont vu en cette réaction une forme de protection aux dérives de toutes sortes de son mari en échange de faveurs politiques notamment la vice-présidence de la république et la communication présidentielle.

La tentation du manichéisme politique a aussi été une constance dans la vie politique ivoirienne et nicaraguayenne. Elle peut être perçue selon S. Raynal (2005, p.111) comme la tendance à considérer que sur la scène politique, il y a la confrontation entre les forces du bien et les forces du mal, entre les bons leaders politiques et les mauvais, entre les souverainistes et les marionnettes du capitalisme monopolistique qui opère à l'échelle internationale. Cette diabolisation de l'adversaire politique fonctionne comme une forme de populisme éculé dont le seul objectif est d'éluder les problèmes et les aspirations réels des populations pour finalement leur servir le discours chauvin et creux. En la matière, il suffit de se référer à certains discours des deux Premières Dames pour s'en convaincre.

Deux autres faits méritent notre attention dans cette partie consacrée aux controverses autour des personnalités objet de notre étude. Le premier fait est lié aux actes de violences contre les opposants et les assassinats politiques dans leur entourage. Les plus emblématiques sont, pour ce qui est de la Côte d'Ivoire, l'assassinat de Jean Hélène, correspondant de RFI, la disparition du journaliste franco-canadien Guy André Kieffer, le parrainage des « jeunes patriotes » considérés comme une milice ethnique pro-Gbagbo et les escadrons de la mort lors de la crise ivoirienne dans lesquels Simone Ehivet Gbagbo est citée T. Kouï (2012, p.192-193). Au Nicaragua, c'est plutôt « *les turbas* », ces gangs composés de jeunes et chargés de violenter les opposants qui alimentent les controverses. Ils seraient sous la responsabilité de Rosario Murillo Ortega. L'un des moments tragiques de leur violence est décrit en ces termes :

Le Nicaragua a basculé dans l'une des crises politiques et sociales les plus tragiques de son histoire contemporaine [...] Ces agents de répression furent la police et des groupes armés présentés comme des « policiers volontaires », en réalité composés

---

tengamos que hacer... el precio más elevado sería perder el poder. ¡Habrà Frente Sandinista hoy, mañana... y siempre

de délinquants, de gens acquis au régime « las turbas », ainsi que d'ex-policiers et d'ex-militaires. Des personnes de tous profils sociaux, dont une minorité munie au mieux d'armes artisanales, composaient face à eux la force contestataire. Depuis ces événements, Daniel Ortega chef d'Etat depuis 2007, et son épouse Rosario Murillo, élue vice-présidente à ses côtés en 2011, continuent de semer la terreur à l'encontre de ceux qui souhaitent leur départ. D.Lacombe (2018, p. 307).

Ces violences et autres assassinats politiques ont été portés à l'attention des organisations de défenses des droits humains comme le dit J. Dufrier (2019, p.8) et de part et d'autre des enquêtes ont été ouvertes. Mais jusque-là, aucune cour de justice n'est parvenue à établir la responsabilité ou la culpabilité des deux Premières Dames. Les accusations sont donc restées sous la forme d'allégations qui continuent d'écorcher dans une certaine mesure leur image à travers le monde.

Le deuxième fait est le messianisme politique dont les deux Premières Dames ont été le chantre. Il consiste toujours selon S. Raynal (op.cit., p.113) en une utilisation tendancieuse du dogme religieux dans la sphère politique et à conférer à l'action du leader une légitimité divine. Oint de cette supposée légitimité divine, le leader politique se croit investi d'une mission à implémenter sur la terre. Ces croyances ont fortement marqué le pouvoir politique en Côte d'Ivoire et au Nicaragua. Dans le premier cas, dans la foulée de la crise, il s'agissait de maintenir en éveil le militantisme politique dans la perspective de la confrontation entre les belligérants. Dans le cas nicaraguayen, le mécanisme a consisté en une instrumentalisation du religieux dans le but de s'attirer la sympathie du peuple.

Quoi qu'il en soit, dans des pays considérés comme laïcs, ces postures sont mortifères car elles nourrissent le repli communautaro-religieux, prélude à diverses formes d'exclusions et à des risques majeurs de conflits comme l'attestent M.B. Diaby et B. Ouattara (op.cit. p.133). Dans un article très documenté, Marie Miran-Guyon (2014) revient sur le messianisme politique en Côte d'Ivoire sous l'ère Gbagbo, avec en filigrane, les prises de paroles aux couleurs messianiques de la Première Dame. L'article revient aussi sur les titres des journaux proches du régime d'alors et sur les propos des pasteurs qui, à cette époque, écumaient le palais d'Abidjan. Pour notre part, nous retenons cet extrait qui traduit de fort belle manière ce que nous venons de dire plus haut :

Pour Laurent Gbagbo, la Première Dame, leur coalition politique et leurs fidèles protestants et évangéliques, les détails électoraux du 28 novembre 2010 importaient peu. Les plus exaltés clamèrent en chœur la bonne nouvelle annoncée depuis longtemps : Dieu avait choisi le candidat Gbagbo, dont l'élection était d'onction divine. Comme après le coup d'État de septembre 2002, le conflit postélectoral prit alors la forme d'un combat spirituel à gagner au nom de Jésus, quitte à terrasser toutes les forces opposées, assimilées à la persécution de Satan M. Miran-Guyon (2014, p.81).

Le rapport entre la religion et la politique a toujours été perméable et l'intrusion de l'une dans l'autre n'est pas un fait nouveau. C'est qu'au Nicaragua, cela est observé par L. Fuentes (2013) surtout depuis le mariage religieux de Daniel Ortega avec Rosario Murillo Ortega en 2005 par le cardinal Obando, qui, autrefois était opposé au sandinisme. Et depuis lors, Rosario Murillo Ortega « multiplie [...] les références à la foi et à la bible lors de ses nombreuses interventions, au nom d'une patrie chrétienne, socialiste et solidaire G. Biassette (2018).»

## Conclusion

La participation des femmes à la vie politique est en constante progression dans le monde même si des efforts restent encore à faire. Les initiatives nationale et internationale en faveur de leur représentativité dans les instances de décision n'ont pas encore, il faut l'admettre, atteint leur vitesse de croisière du fait de nombreux obstacles. Toutefois, le leadership politique au féminin incarné par Simone Gbagbo et Rosario Murillo Ortega s'inscrit dans la continuité de celles qui ont déjà exercé le pouvoir d'Etat. Leur trajectoire politique est une construction personnelle faite de motivation, d'idéal, de militantisme politique avéré. Au-delà des jugements que pourrait poser l'analyste sur leur itinéraire politique qui est loin de s'achever, leur forte influence dans la conduite des affaires de l'État ne fait l'objet d'aucun doute. Le changement de régime en Côte d'Ivoire n'a pas amenuisé les appétits politiques de Simone Gbagbo. La reconfiguration politique qui est en passe de s'opérer en Côte d'Ivoire, avec en perspective, l'implosion des partis traditionnels, ouvre pour elle toutes les possibilités. Quant à Rosario Murillo Ortega au Nicaragua, la dévolution successorale du pouvoir qui se profile est vigoureusement contestée par l'opposition politique. Si la Première Dame aspire à un destin politique, elle doit rompre définitivement les amarres avec la politique de l'autruche dans une Amérique latine engagée depuis les années 2000 dans une phase de transition démocratique. Ce qui implique l'ouverture politique et l'application du socialisme au sens noble du terme en tant qu'ancrage idéologique du sandinisme. C'est à ce prix que de l'avis de A.A.J. Deweever (2017, p.1) que les deux Premières Dames « revêtiront la toge du leadership d'une manière officielle [...] pour s'assumer, afficher l'ampleur de [leur] excellence et [...] diriger ».

## Références bibliographiques

- BATAILLON Gilles. 2005. « De Sandino aux contras Formes et pratiques de la guerre au Nicaragua », *Annales HSS*, N3, pp.653-688.
- BELGRAVE Laura Fuentes. 2013. « l'influence politique des discours chrétiens sur les droits reproductifs au Costa Rica et au Nicaragua », *Nuevo mundo Mundo Nuevos* [en ligne], consulté le 10 août 2022, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/65578>, DOI : <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.65578>
- BIASSETTE Gilles. 2018. « Le couple Ortega, présidence à deux têtes du Nicaragua », [en ligne], consulté le 21 juillet 2022, URL : <http://www.la-croix.com>
- BOUVIER, Cassandre. 2021. *Le Nicaragua des sandinistes : un miroir de la transition démocratique espagnole (1978-1985) : Mémoire inachevé....* Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions de l'IHEAL, consulté le 11 août 2022, Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheal/9202>>. ISBN : 9782371541696. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheal.9202>
- CASTELLS Manuel. 2013. *communication et pouvoir*, Ed.de la maison des Sciences de l'homme, Paris.
- CHICOTE Nera, « Rosario Murillo: la otra mitad del gobierno nicaragüense », [en ligne], consulté le 22 juillet 2022, [http// www.abc.es](http://www.abc.es)
- CHOMSKY Noam et HERMANN Edward S. 2008. *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Agone, Marseille.
- DEWEEVER Avis A. Jones. 2016. *Femmes noires. Femmes de pouvoir, les secrets de réussites phénoménales au travail et dans la vie*, Nouveaux-Horizons, Paris.
- DIABY Moustapha Ben Ismaila et OUATTARA Brahim. (2012). *Alassane Ouattara, vingt ans de combat*, L'Harmattan, Paris.
- DICTIONNAIRE Le petit Larousse illustré.2018. Paris.
- DUFRIER Julien. 2019. « Le Nicaragua insurgé », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], consulté le 10 août juin 2022. URL: <http://journals.openedition.org/cal/9098>
- DUTERME Bernard. (2018). « El poder Ortega-Murillo »[en ligne], consulté le 28 juillet 2022, [www.cetri.be](http://www.cetri.be)
- FÖRSTER Till. 2017. « La paix dans une zone de guerre. Lire la crise ivoirienne sur le temps long et par le bas », *Politique africaine* N148, p.109-129. [En ligne], consulté le 11 juillet 2022, DOI 10.3917/polaf.148.0109
- GBAGBO Simone Ehivet. 2007. *Parole d'honneur. La première dame de Cote d'Ivoire parle*, Pharos, Dakar.
- GUADALUPE Nicole et ALEJANDRO, Junior. 2017. « *Análisis comparativo de dos discursos de Rosario Murillo Zambrana sobre su postura ante el feminismo* »,

- Trabajo investigativo para obtener el título de licenciatura en comunicación social, Universidad Centroamericana, Managua.
- HUGEUX Vincent. 2003. « femme fatale » [en ligne] consulté le 20 juillet 2022 [www.lexpress.fr](http://www.lexpress.fr)
- HUGEUX Vincent. 2016. Reines d’Afrique, éditions-perrin, Paris.
- KOKORA Pascal. D. (1999). Le Front populaire ivoirien. De la clandestinité à la légalité, L’Harmattan, Paris.
- KOUI Théophile. 2006. Multipartisme et idéologie en Côte d’Ivoire. Droite, Centre, Gauche, l’Harmattan, Paris.
- LACOMBE Delphine. 2009. « L’affaire Zoilamérica Narvaez contre Daniel Ortega ou la caducité de l’homme nouveau » *Problèmes d’Amérique latine*, N73, p73-100, [en ligne] consulté le 10 Août 2022, Doi : 10.3917/pal 073.0073.
- LACOMBE Delphine. 2018. « Le Nicaragua sous la terreur du couple Ortega-Murillo », *Journal des anthropologues* [En ligne], 154-155, [en ligne], consulté le 18 juillet 2022. URL:<http://journals.openedition.org/jda/7422>;DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7422>
- LOUISE Marie. 2018. « Libérez Simone Ehiwet Gbagbo. Pour en finir avec les totalitarismes en Afrique », les Impliqués.
- MESSIANT Christine et Marchal Roland. 2004. « Premières dames en Afrique : entre bonnes œuvres, promotion de la femme et politiques de la compassion » [en ligne], consulté le 21 juillet 2022, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2004-3-page-5.htm>
- MIRAN-GUYON Marie. 2014. « Apocalypse patriotique en Côte d’Ivoire. Le pentecôtisme de la démesure » in *Afrique Contemporaine*, N°252, pages 73 à 90 [en ligne] sur Cairn.info consulté le 8/7/2015, <https://doi.org/10.3917/afco.252.0073>.
- MOSSUZ-LAVAU Janine. 1995. « Introduction : les femmes et la politique » in *La plume des femmes* [en ligne], consulté 25 juillet 2022, <https://doi.org/10.3917/dec.ephes.1995.01.0470>.
- MUSSEAU François. 2018. « Nicaragua ; Rosario Murillo, la sorcière mal aimée » [en ligne], consulté le 2 juillet 2022, [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr)
- ONU FEMMES, « Conférences mondiales sur les femmes » [en ligne], consulté le 21 juillet 2022, [www.unwomen.org](http://www.unwomen.org)
- PUIG Salvador. 2019. “Nicaragua: análisis de una crisis inesperada”, *Documento de Trabajo* n° 10 (2ª época), Madrid, Fundación Carolina. [En ligne], consulté le 10 juillet 2022, DOI: <https://doi.org/10.33960/issn-e.1885-9119.DT10>

- RAYNAL Sandrine. 2005 « En Côte-d'Ivoire, « les forces du bien contre les forces du mal », *La Découverte «Hérodote»* no 119 | pages 111 à 128 [en ligne], consulté le 12 juillet 2022, <https://www.cairn.info/revue-herodote-2005-4-page-111.htm>
- ROUAMBA Palingwindé Inès zoé Lydia. (2011). « *La participation des femmes à la vie politique au Burkina (1957 -2009)* », thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal.
- SECK Cheikh Yerim , « La vraie Simone Gbagbo », *Jeune Afrique* | en ligne], consulté le 7 juillet 2022, [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)
- TOURE Moussa. 2004. « Côte d'ivoire : Simone Gbagbo prend le pouvoir », Karthala | « *Politique africaine* » N° 95 | pages 32 à 36, [en ligne], consulté le 2 juillet 2022, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2004-3-page-32.htm>.